

Ma proposition pour... ... sortir la République centrafricaine de la crise

Tribune libre de **Martin Ziguélé*** pour CAPafrique, janvier 2010

Membre du club peu envié des Pays les Moins Avancés, la République centrafricaine accumule les mauvais points. Classée 171^e sur 177 par l'Indice de Développement Humain (IDH), la RCA est un pays quasi sous-peuplé. 67 % de ses habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour, une proportion qui monte à 72 % en milieu rural*. En 2007, le PIB par habitant s'établissait à peine plus de 400 dollars par an, selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En 2010, et pour la deuxième année consécutive, la revue *Doing Business* de la Banque Mondiale classe le pays au dernier rang mondial pour le climat des affaires et des investissements directs étrangers.

Paradoxalement, la Centrafrique regorge de richesses minières : diamants, or, uranium et indices de pétrole et de fer pour les minerais connus. S'ajoutent à cela d'immenses potentialités agricoles, puisque la RCA dispose d'environ 15 millions d'hectares de terres arables, notamment dans le Nord-ouest, le Sud-est et le centre, principaux bassins agricoles des cultures de coton, de café, de vivriers et de canne à sucre. Le pays abrite aussi d'importants massifs forestiers, avec d'abondantes réserves de bois tropicaux. Enfin, et pour couronner le tout, il dispose d'importantes ressources en eau. L'exploitation judicieuse de toutes ces potentialités combinées pourrait à la fois faire de la République centrafricaine le grenier et le grand vivier de l'Afrique.

Plusieurs années de mauvaise gestion, de troubles politiques internes, de rébellions militaires ou politico-militaires, ont certes très fortement réduit les capacités du pays et diminué son attrait pour la communauté internationale. Mais si le retour à la paix se confirme après les élections présidentielles et législatives prévues au printemps prochain, et surtout si la participation de l'ensemble des mouvements rebelles au processus DDR (Démobilisation, Désarmement et Réinsertion) est effective, le pays pourra enfin se consacrer à son développement par la mise en valeur de son potentiel.

Pour attirer des investissements conséquents et valoriser ses atouts, la Centrafrique doit améliorer de manière critique son environnement des affaires et assurer la sécurité juridique des investisseurs. Le dernier rang qu'occupe depuis deux années la RCA au classement de la revue *Doing Business* n'est pas usurpé. Des mesures énergiques et volontaristes doivent donc être prises pour inverser cette tendance. Un vrai dialogue doit s'instaurer entre l'État et le secteur privé pour un diagnostic sans complaisance du climat local des affaires : cela permettra d'identifier les obstacles à lever pour faire de la République centrafricaine une terre d'accueil des investisseurs directs étrangers. C'est à cette condition que richesses, croissance et emplois y seront créés.

L'exploitation annoncée des mines d'uranium dans l'Est du pays, concédée à la société française Areva, est déjà une bonne nouvelle. Si l'opération se concrétise, elle aura un effet d'entraînement certain sur d'autres secteurs d'activités, notamment sur les infrastructures de transport dans une région enclavée et difficile d'accès.

Nonobstant l'uranium, la filière énergétique est un atout majeur, compte tenu de la disponibilité de grandes ressources hydrographiques (barrages de Boali et de Mobaye ; chutes de Toutoubou à Carnot, de Lancrenon à Bocaranga, de la Kotto à Kembé, de la Lobaye et de Palambo). La production d'énergie hydroélectrique, aussi bien pour les besoins nationaux, actuellement insatisfaits, que pour l'exportation, est envisageable, mais à condition que le gouvernement engage des réformes hardies et profondes dans ce secteur, comme le recommandent depuis des années les partenaires au développement.

De nombreux autres secteurs sont à même d'attirer rapidement des investissements productifs, afin de générer richesses et emplois. Il s'agit des mines, des hydrocarbures, des forêts, du tourisme ou encore des nouvelles technologies de l'information. Le problème principal est celui de la définition d'un cadre juridique et fiscal stable et attractif, dans une perspective gagnant-gagnant pour le pays et pour les investisseurs.

Le gouvernement centrafricain qui sortira des élections à venir doit mettre en place ce cadre légal global ainsi que des cadres sectoriels. Il devra donner un signal fort aux Centrafricains et à la communauté internationale en revenant à une gestion transparente, sereine et respectueuse de la légalité de ces secteurs névralgiques avec, comme objectifs principaux, la garantie de la sécurité juridique des investisseurs et la stabilité de l'environnement légal.

* Chiffres de 2006.

Des mécanismes de suivi du partenariat public-privé doivent être instaurés pour veiller à la fluidité du processus global et pour éviter les comportements parfois déviants et imprévisibles des décideurs qui ruinent rapidement le crédit de tout un pays (rackets, voies de fait, corruption, chantages, menaces et saisies intempestives). Seule cette politique permettra la relance d'importants investissements dans les différents secteurs de notre économie en créant des richesses et des emplois au profit du plus grand nombre.

Sur le plan strictement agricole, la RCA dispose des atouts nécessaires pour devenir, à l'horizon 2020, un grenier pour l'Afrique, en exportant ses surplus agricoles vers le Tchad, le Soudan, l'Éthiopie et même l'Erythrée, structurellement déficitaires. Les bonnes terres sont là, l'eau est là : ne manquent plus que les capitaux et une main d'œuvre expérimentée. C'est pour cela que, lorsque j'étais Premier ministre, j'avais invité les fermiers blancs expulsés du Zimbabwe à venir en RCA. Ces hommes ont l'expérience nécessaire ; ils ont su, à une époque, faire du Zimbabwe le grenier à blé de l'Afrique australe. Ils peuvent, aujourd'hui encore, aider à remettre sur pied l'élevage et l'agriculture centrafricains. Car l'enjeu est d'importance : la population étant à plus de 70 % rurale, seule une économie rurale robuste, procurant des revenus et des emplois, permettra de sortir de la pauvreté endémique. Si les politiques d'ajustements budgétaires ont permis à l'État de payer 20 000 fonctionnaires, l'absence d'une économie rurale laisse sans ressources plus de trois millions et demi de personnes. C'est une grave distorsion que nous devons à tout prix corriger.

La République centrafricaine suscite enfin un grand intérêt géostratégique. Du fait de ses frontières communes avec le Soudan et le Tchad, elle est aux premières loges de la guerre récurrente à l'Est du Tchad et au Darfour soudanais. De même, le Nord de la RCA est en proie à des foyers de rébellion, tandis que sévissent, dans l'extrême Sud-est, les rebelles de l'Armée de libération du Seigneur (LRA) de Joseph Kony.

Si la situation ne s'est pas rapidement normalisée en Centrafrique, et si les guerres tchado-soudanaises y débordent, c'est toute l'Afrique centrale qui pourrait être déstabilisée et, en premier lieu, la République Démocratique du Congo avec laquelle nous partageons plus de 1 000 kilomètres de frontières. Le Président français Nicolas Sarkozy l'a si bien compris qu'il a fortement bataillé auprès d'une Europe réticente pour mettre en place l'EUFOR le long de la frontière avec le Tchad, face au Soudan. Elle a depuis été remplacée par la Mission des Nations Unies en Centrafrique et au Tchad, la Minurcat. Cependant, il n'y aura pas de solution sans création d'une véritable armée nationale, capable de faire face à sa mission historique. Le gouvernement qui sortira des urnes, en 2010, doit en faire une priorité absolue.

La République centrafricaine est une terre d'avenir. Mais elle ne pourra exploiter toutes ses potentialités si elle échoue à se doter d'un *leadership* crédible et légitime, à l'issue des prochaines élections. Sans la mise en œuvre du processus DDR, sans vraie armée et sans les réformes qui permettront d'assainir le climat des affaires, la Centrafrique ne connaîtra ni paix, ni développement socio-économique. ■

* **Martin Ziguélé**, ancien Premier ministre de la République centrafricaine, est candidat à l'élection présidentielle.

NB. CAPafrique permet à des personnalités du monde politique ou économique d'exprimer leur opinion et de formuler des propositions pour faire avancer l'Afrique. Les propos tenus ici n'engagent que leur auteur et ne sauraient être imputés à CAPafrique.